

Déclaration de Lisbonne : notre Europe, pour le peuple, par le peuple !

Category: Europe

écrit par Pacco | 14 novembre 2017

Dix ans se sont écoulés depuis l'adoption du Traité de Lisbonne par l'oligarchie européenne. Le rêve européen s'est mû en cauchemar. L'Union européenne, par le biais de ses traités et de son marché intérieur, n'est plus que dumping social, étouffement économique et coups de force contre les peuples. Les politiques austéritaires créent des divisions entre ces derniers mais aussi des tensions territoriales au sein même des pays européens. La réponse ne peut pas se trouver dans la répression et l'autoritarisme, mais dans la libre expression démocratique. L'autoritarisme fédéral européen a cru aux dépens des conquêtes sociales et politiques des travailleurs et des peuples. Le véritable coup d'État de la Troïka en juillet 2015 contre la décision souveraine du peuple grec de rejeter l'austérité a démontré que l'UE n'acceptera pas d'autre procédure que la « loi de l'Eurogroupe ». Nous n'acceptons pas cette restriction de la démocratie et le dogme du TINA (There Is No Alternative) à propos de la zone euro et de l'UE.

Les 21 et 22 octobre, nous, militants politiques et de la société civile, nous sommes réunis à Lisbonne pour débattre d'une Alternative pour l'Europe, un plan B. Les peuples d'Europe souffrent d'une attaque brutale contre leurs démocraties et leurs droits fondamentaux, en particulier civils, politiques, sociaux, économiques et culturels.

La construction d'un plan B pour l'Europe est une impérieuse nécessité pour défendre le peuple européen contre un néolibéralisme autoritaire nourrissant les forces néo-fascistes, ultranationalistes et réactionnaires. Nous

réaffirmons notre engagement commun en faveur des libertés et droits individuels et collectifs.

Nos forces politiques et mouvements sociaux doivent s'engager en faveur d'un programme politique alternatif pour rompre avec ces traités, en faveur d'une ère de paix, de coopération démocratique et de solidarité. Nous sommes en faveur des principes suivants :

- Audit des dettes publiques et abolition de leurs parts odieuses, illégales et insoutenables qui ont été accumulées par les gouvernements pour sauver le système bancaire privé. Nous appelons à une conférence européenne des dettes publiques ;

- Établir les responsabilités, qu'elles soient civiles ou pénales, pour les dommages causés par la Troïka aux États-membres et à leurs peuples, à commencer par les ravages infligés à la Grèce par le régime du mémorandum ;

- Réforme du mandat de la BCE en faveur de l'emploi et possibilité de financement direct des États-membres sans condition d'application de mesures d'austérité. Nous devons défendre le droit de négociation collective, et mettre un terme aux attaques de la CJUE et de la Commission contre le droit de grève, les accords collectifs et les législations sociales nationales. Nous rejetons la Directive travailleurs détachés, qui alimente la xénophobie en organisant le dumping social. Nous nous battons pour une harmonisation par le haut des droits sociaux, en particulier en matière de salaires minimums. Le « Pilier Social » proposé par Bruxelles est une opération de diversion par l'oligarchie de leurs politiques d'austérité. Nous devons défendre le droit d'un pays à maintenir une législation plus protectrice, selon le principe de préférence sociale ;

- Remplacer la politique de dévaluation interne par celle d'augmentation des salaires et d'investissements dans les services publics, les systèmes de sécurité sociale, la santé, l'éducation, le logement et le transport public, qui favorisent l'emploi et l'inclusion sociale ;

- Se débarrasser du Semestre européen : une monnaie unique ne

saurait être une fin en soi et représente même une menace à la coopération internationale si l'architecture sur laquelle elle repose exige des attaques permanentes contre les salaires, les retraites et l'investissement public. Nous nous battons pour un système de coopération monétaire qui élimine les déséquilibres économiques, soit par le biais d'une réforme de fond en comble de la zone euro, soit le cas échéant par des taux de change contrôlés et ajustables ainsi que des contrôles ciblés sur les flux de capitaux. Entre sauver l'UE et l'euro et sauver les peuples des griffes de l'austérité, nous choisissons nos peuples ;

- Une planète pour tous, un intérêt général : notre « règle d'or » est verte ! L'écossocialisme est notre objectif commun. Toute politique est guidée par un principe simple : ne pas prendre à la nature plus que ce qu'elle peut reconstituer. La transition passe par un plan d'investissement promouvant la transition énergétique vers les énergies renouvelables et la lutte contre la précarité énergétique ;

- La lutte contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et le dumping fiscal ainsi qu'un soutien en faveur d'un meilleur système de redistribution fiscale ;

- Une Europe basée sur la solidarité et la paix, apportant toutes les mesures et le soutien nécessaires aux gens forcés de fuir de chez eux, en éliminant les causes profondes de l'émigration comme les guerres, les politiques commerciales agressives et l'austérité, en matière de quoi l'UE porte une lourde responsabilité ;

- Une Europe basée sur l'égalité des genres, refusant les violences et les discriminations.

Si ce plan venait à échouer, du fait de la prévisible hostilité des institutions européennes, le dénouement ne serait pas la capitulation face à Bruxelles et à Francfort. Bien au contraire, le ou les pays concernés devront ouvrir la voie d'une rupture avec la zone euro et les traités européens, et initier un nouveau système de coopération européenne qui restaurerait la souveraineté économique, fiscale et monétaire, ainsi que la protection de la démocratie, des droits

fondamentaux et de la justice sociale.

L'Union européenne n'a pas le monopole de l'Europe. Le Plan B offre de nouvelles perspectives avec nos voisins, de nouveaux espaces de coopération existent.

Si nos conditions ne sont pas respectées, nous l'appliquerons unilatéralement dans chacun de nos pays. Les élections européennes de 2019 représentent l'opportunité de confronter notre projet à celui des néolibéraux. Le fétichisme des institutions ou d'une monnaie ne peut pas prévaloir sur l'intérêt concret des peuples. C'est là tout l'enjeu de notre Plan B pour l'Europe.

Marina ALBIOL | Member of the European Parliament and Head of International Affairs of Izquierda Unida, Spain
Xabier BENITO ZILUAGA | Member of the European Parliament – Podemos, Spain
Nikolaos CHOUNTIS | Member of the European Parliament – Popular Unity, Greece
Eric COQUEREL | Member of the French National Assembly – La France Insoumise, France
Alexis CORBIERE | Member of the National Assembly, France Insoumise
Fabio DE MASI | Member of the Bundestag – Die Linke, Germany
Stefano FASSINA | Member of the Italian Parliament and former Italian Deputy Minister of Economy and Finance – Sinistra Italiana, Italy
Luís FAZENDA | Co-Founder of Left Bloc – Left Bloc, Portugal
Eleonora FORENZA | Member of the European Parliament – Rifondazione Comunista, Italy
Andrej HUNKO | Member of the Bundestag and spokesman on European affairs for The Left parliamentary group – Die Linke, Germany
Diamantis KARANASTASIS | Actor-Director, Communication & Strategy Director – Course to Freedom, Greece
Zoe KONSTANTOPOULOU | Head-Course to Freedom, former President of the Hellenic Parliament, Convenor of Truth Committee on Public Debt – Greece
Djordje KUZMANOVIC | Spokesperson for International affairs and defense, La France Insoumise
Oskar LAFONTAINE | Member of the Landtag of Saarland, Chair of The Left parliamentary group – Die Linke, Germany
Laura LAURI | President of Sinistra Italiana – Sinistra Italiana, Italy
Myriam MARTIN | Member of the Regional Council of Occitanie – Ensemble, France
Catarina MARTINS | Coordinator of

the Left Bloc – Portugal□Marisa MATIAS | Member of the European Parliament – Left Bloc, Portugal□Jean-Luc MÉLENCHON | Member of the French National Assembly – La France Insoumise, France□Corinne MOREL-DARLEUX | Councillor for Auvergne-Rhône-Alpes region, Parti de Gauche, France□Danièle OBONO | Member of the National Assembly, France Insoumise□Mathilde PANOT | Member of the National Assembly, France Insoumise□Carlos SÁNCHEZ MATO |Madrid Councillor Madrid councillor and Head of Economic Affairs of Izquierda Unida, Spain□Danielle SIMONNET | Councillor for Paris, Parti de Gauche, France□Søren SØNDERGAARD | Member of the Danish Parliament, Enhedslisten – Red-Green Alliance, Denmark□Nikolaj VILLUMSEN | Member of the Danish Parliament and Vice Chair in Unified European Left Group (UEL) in PACE, Enhedslisten – Red-Green Alliance, Denmark□Sahra WAGENKNECHT | Member of the German Bundestag, Co-Chair of The Left parliamentary group – Die Linke, Germany